

Résumé

La crise est loin d'être finie pour les travailleuse-eur-s de l'informel : il faut une reprise ouverte au plus grand nombre de la population active au monde

Le présent résumé offre un aperçu préliminaire de la façon dont la pandémie de la COVID-19 ne cesse d'affecter les deux milliards de travailleuse-eur-s de l'informel au monde (61 % de la population active totale)¹ de quatre secteurs de l'emploi. Nous présentons ici les principaux résultats de la phase n° 2 de l'Étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle menée par WIEGO.²

Les résultats issus de la phase n° 1 de l'étude illustrent comment la pandémie a imposé une charge économique disproportionnée sur les travailleuse-eur-s de l'informel, mettant en évidence plusieurs aspects : une chute en flèche de leur capacité de travail, leurs revenus et leur sécurité alimentaire ; un accès inégal à la nourriture et aux aides financières ; et une dépendance de stratégies de survie épuisant leurs ressources.

À la mi-2021, WIEGO et ses partenaires ont interrogé, à nouveau, 1 391 personnes déjà sondées pour la phase n° 1 (87,5 % de l'échantillon), ainsi que 213 personnes consultées pour la première fois (13,3 % de l'échantillon), afin de mesurer les répercussions à long terme que la pandémie a provoquées sur les moyens de subsistance des travailleuses domestiques, des travailleuse-eur-s à domicile, des vendeuse-eur-s de rue et des récupérateur-eur-s de matériaux provenant de 11 villes.

Principaux résultats

L'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle menée par WIEGO examine comment s'en sortaient les travailleuse-eur-s de l'informel de 11 villes dans 9 pays à la mi-2021, par rapport à leurs conditions économiques de l'avant-COVID-19 (février 2020). L'étude révèle ceci :

La plupart des personnes interrogées n'ont pas retrouvé leur capacité de travail. En moyenne, le nombre de jours travaillés par semaine était de 4, à la mi-2021, toujours nettement inférieur à celui de la période pré-COVID-19, de 5,5.

Parmi les travailleuse-eur-s de l'informel interrogé-e-s, les revenus se situent toujours bien en dessous des niveaux pré-pandémiques. À la mi-2021, un-e travailleuse-eur typique ne gagnait que 64 % des revenus de l'avant-COVID-19. Quatre sur dix (40 %) travailleuses domestiques, vendeuse-eur-s de rue et récupérateur-eur-s de matériaux gagnaient, à la mi-2021, moins de 75 % de leurs revenus pré-COVID-19.

Les travailleuse-eur-s à domicile demeurent, de loin, le secteur le plus touché. À la mi-2021, les revenus type de ce groupe ne représentaient que 2 % des niveaux pré-pandémiques, ce qui évoque au plus creux la dévastation d'un secteur où les femmes sont majoritaires.

¹ Voir <https://www.wiego.org/fr/portrait-statistique>

² Ceci est un résumé du document *Analyse des politiques n° 8 : La crise est loin d'être finie pour les travailleuse-eur-s de l'informel – Il faut une reprise ouverte au plus grand nombre de la population active dans le monde*, disponible sur [wiego.org](https://www.wiego.org) (disponible en anglais seulement). Le rapport sur la phase n° 2 sera publié dans sa totalité en 2022.

L'insécurité alimentaire porte menace aux travailleuse-eur-s en milieu urbain. Près d'un tiers des personnes interrogées, à la mi-2021, ont déclaré un-e adulte ou bien un-e enfant dans leur foyer ayant à rester sur sa faim au cours du mois précédant l'enquête. Et 57 % ont exprimé des difficultés à l'égard de leur diversité alimentaire et pour manger trois fois par jour.

L'accès à l'assistance sociale ne s'améliore pas et on craint qu'il ne soit en recul. L'accès à l'aide financière du gouvernement stagnait et le pourcentage de personnes interrogées ayant reçu de l'aide alimentaire a reculé depuis les premiers trois mois de la pandémie. Les pourcentages de travailleuse-eur-s se voyant exonérer de leurs loyers, charges ou frais de scolarité demeuraient à un seul chiffre.

Il se peut que les pouvoirs publics fassent plus de mal que de bien. Parmi les personnes interrogées, 48 % avaient besoin de capital pour reprendre leurs activités, dont 9 % seulement ont eu pourtant recours aux subventions publiques de secours à cette fin et uniquement 7 % ont reçu un emprunt public. Inversement, plus d'un quart des vendeuse-eur-s de rue et commerçant-e-s de marché et 16 % des récupérateur-eur-s de matériaux ont signalé du harcèlement par des agents de la force publique.

La crise a imposé des stratégies de survie nuisibles aux travailleuse-eur-s. Au cours des 12 mois précédant l'enquête, les personnes interrogées se trouvaient obligées d'emprunter de l'argent (46 %), d'épuiser leurs économies déjà bien maigres (35 %), ou de réduire les dépenses ménagères sur des produits non alimentaires (26 %) et alimentaires (23 %).

La plupart des travailleuse-eur-s de l'informel se trouvent du mauvais côté de « l'apartheid vaccinal » mondial. À la mi-2021, la plupart des personnes interrogées dans des pays du Sud traînaient leurs homologues du Nord quant aux taux de vaccination, même si ces taux ont connu une augmentation encourageante en Inde pendant les mois de septembre et octobre.

Résultats au niveau mondial : villes à l'étude menée par WIEGO sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle



- | | |
|----------------------------|---------------------------|
| 1- Accra (Ghana) | 7- Lima (Pérou) |
| 2- Ahmedabad (Inde) | 8- Mexico (Mexique) |
| 3- Bangkok (Thaïlande) | 9- Plevén (Bulgarie) |
| 4- Dakar (Sénégal) | 10- New York (États-Unis) |
| 5- Delhi (Inde) | 11- Tiruppūr (Inde) |
| 6- Durban (Afrique du Sud) | |

Recommandations : allègement, reprise, réforme

La principale menace à la reprise mondiale consiste à revenir aux politiques économiques « normales » (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, 2021). Le démantèlement des dépenses sociales, de pair avec le retour intensifié de politiques urbaines punitives dépossédant la classe ouvrière de leurs moyens de subsistance, préparent la plupart des pays et des travailleuse·eur·s dans le monde à une « décennie perdue ».

Les responsables politiques sont toujours face à une occasion unique de tracer un chemin différent pour la suite de la COVID-19. Vu le rôle essentiel que joue l'emploi informel dans la lutte contre la pauvreté³, l'investissement direct sur les travailleuse·eur·s de l'informel, leurs moyens de subsistance et leur bien-être, constitue le chemin le plus sûr vers une reprise économique qui soit équitable et qui fasse avancer les objectifs de l'Agenda 2030. Les pouvoirs publics doivent envisager une reprise ayant au cœur les travailleuse·eur·s – et l'investissement dans leurs moyens de subsistance et leur bien-être –. Aux niveaux national et local, cela exige :

1. **Subvenir aux besoins matériels immédiats**, notamment par l'aide alimentaire et les subventions en espèces visant à remplacer l'argent économisé, à rembourser des dettes et à restituer des avoirs.
2. **Fournir de fonds de roulement pour leurs commerces et moyens de subsistance**, à travers des subventions et des prêts à faible taux d'intérêt.
3. **Soutenir la reprise et la transition en matière d'emploi ou de moyens de subsistance. Cela passe par l'autorisation** aux travailleuse·eur·s de reprendre leurs activités – y compris sur les espaces publics et marchés, pour les vendeuse·eur·s de rue, et les décharges et centres de tri, pour les récupératrice·eur·s de matériaux –, ainsi que par la création ou bien la facilitation de nouveaux postes de travail, de formation de compétences et d'une vaccination à grande échelle visant la reprise.
4. **Étendre la protection sociale**, notamment l'accès à l'assurance sociale, à l'assurance-maladie et à l'aide de base au revenu, sur un pied d'égalité avec les travailleuse·eur·s du secteur formel.
5. **Promouvoir un cadre d'action et juridique favorable**, comportant une planification urbaine ouverte aux travailleuse·eur·s à titre indépendant, des salaires minimaux et des rémunérations à la tâche de base, des heures de travail équitables et des prescriptions de santé et de sécurité au bénéfice des salarié·e·s et des non-salarié·e·s dépendant·e·s.
6. **Respecter le principe de « ne pas nuire »** en permettant aux travailleuse·eur·s d'assurer leurs moyens de subsistance, en protégeant leurs lieux de travail et en mettant fin aux pratiques punitives de harcèlement, confiscation, amendes et expulsions.

Comme de nombreuses organisations de travailleuse·eur·s et de la société civile l'ont déjà souligné, ces priorités nécessitent des investissements n'étant possibles que si les institutions financières internationales, les pays riches et les créanciers du secteur privé accordent une marge de manœuvre budgétaire aux pays à revenu faible ou intermédiaire, en éliminant des titres de créance et la conditionnalité des prêts, afin que ceux-ci puissent atteindre ces priorités. De tels investissements sont déterminants pour renforcer les systèmes et infrastructures de la protection sociale qui, face à de nouvelles crises, peuvent éviter la dévastation des travailleuse·eur·s démunie·e·s dans le monde.⁴

³ Voir Rogan, M. et Cichello, P. (2017). *Can informal employment actually reduce poverty?* [L'emploi informel peut-il réellement réduire la pauvreté ?]. Disponible sur : wiego.org/blog/can-informal-employment-actually-reduce-poverty.

⁴ Voir Ulrich Volz et al., *Debt Relief for a Green and Inclusive Recovery* [Allègement de la dette pour une reprise écologique et ouverte] Berlin : Heinrich-Böll-Stiftung, 2021. Disponible sur : <https://www.bu.edu/gdp/files/2021/06/DRGR-Report-2021-FIN.pdf>.

L'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle est issue d'une collaboration entre le réseau mondial Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO) et des organisations locales partenaires représentant des travailleuse-eur-s de l'informel en 12 villes – Accra (Ghana), Ahmedabad (Inde), Bangkok (Thaïlande), Dakar (Sénégal), Dar es Salaam (Tanzanie), Delhi (Inde), Durban (Afrique du Sud), Lima (Pérou), Mexico (Mexique), New York (États-Unis), Pleven (Bulgarie) et Tiruppūr (Inde) –, avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international (IDRC/CRDI) du Canada. Cette étude longitudinale basée sur des méthodes mixtes comporte des questionnaires d'enquête auprès de travailleuse-eur-s de l'informel, ainsi que des entretiens semi-structurés auprès de leurs leaders et d'autres informatrice-eur-s, menés tous par téléphone. Pour plus d'informations, visitez wiego.org/fr/etude-sur-la-crise-de-la-covid-19-et-leconomie-informelle

Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies – en particulier des femmes – dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales. Visitez français.wiego.org

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du **Centre de recherches pour le développement international**, à Ottawa, au Canada. Les opinions exprimées dans ce rapport ne représentent pas forcément celles du CRDI/IDRC ou de son Conseil de gouverneurs.

